

Jean-Petit Nduwimana a été froidement exécuté au Burundi

RFI, 08 juin 2012 Burundi : un chef rebelle, ex-responsable des services secrets, a été exécuté. On vient de l'apprendre : un ex-responsable des services secrets burundais, considéré par Bujumbura comme l'un des principaux leaders d'une nouvelle rébellion, arrêté en RDC, République démocratique du Congo, il y a environ un mois, a été exécuté sommairement. En fait, cette information circulait depuis plus de vingt jours, mais ce n'est que cette semaine que Pierre Claver Mbonimpa, le président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains, qui a déjà révélé des dizaines de cas similaires, a eu confirmation que Jean-Petit Nduwimana a été froidement exécuté au Burundi. De telles pratiques semblent se banaliser.

Ancien membre des rebelles du Cnodd-Fdd aujourd'hui au pouvoir au Burundi, Jean-Petit Nduwimana avait intégré l'armée en 2004 avec le grade de major, puis avait été nommé chef de cabinet des troupes redoutés services de renseignements burundais. Il est repassé dans la clandestinité quatre ans plus tard à la suite de scissions au sein du parti présidentiel burundais, avant de réapparaître avec cette fois le grade de général au sein de la nouvelle rébellion burundaise des Forces pour la restauration de la démocratie, les FRD d'Abanyagihugu, qui s'étaient illustrées en novembre 2011 en lançant à partir de la Tanzanie voisine une offensive dans l'Est du Burundi, mais qui avait fait long feu. Le général Jean-Petit Nduwimana aurait alors rejoint l'Est de la RDC, où il opérait aux côtés des anciens rebelles burundais de l'Est qui ont repris également le maquis. C'est par là dans la zone d'Uvira qu'il a été arrêté début mai par les Forces armées burundaises, avant d'être acheminé dans ce pays. Que s'est-il ensuite passé ? Un activiste burundais Mbonimpa assure que cet important chef rebelle burundais a été exécuté sommairement, alors que l'armée burundaise semble éluder la question. Cela ne serait pas étonnant dit-on dans la société civile burundaise, en rappelant qu'une centaine d'opposants ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires depuis 2011 au Burundi, une situation qui prouve de plus en plus la communauté internationale, malgré les dénégations des autorités burundaises.